

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 mars 2019

## SYSTÈME DE SANTÉ - (N° 1767)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 1531

présenté par

M. Brindeau, Mme Auconie, M. Benoit, M. Bournazel, M. Guy Bricout, M. Christophe, Mme de La Raudière, M. Demilly, Mme Descamps, Mme Frédérique Dumas, Mme Firmin Le Bodo, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Ledoux, Mme Lemoine, Mme Magnier, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, Mme Sage, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Zumkeller

-----

**ARTICLE 7**

Supprimer les alinéas 22 et 23.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 7 crée le projet territorial de santé et précise que les projets des communautés professionnelles territoriales de santé sont soumis à l'approbation du directeur général de l'agence régionale de santé. Ce dernier se prononce au regard des objectifs du projet régional de santé.

Cette approche ne tient pas compte des réalités des prises de décisions au niveau local. Les projets de santé sont en effet le fruit d'un travail collaboratif des différents acteurs locaux de santé. Ils se réalisent donc forcément en lien avec les délégations territoriales de l'ARS et ont donc vocation à être conformes aux dispositifs des projets régionaux de santé.

En l'état, soumettre ces projets à l'approbation du directeur de l'ARS reviendrait à centraliser et donc étatiser ces projets locaux, une approche contradictoire avec l'esprit affiché du projet de loi qui vise au contraire à s'appuyer sur les initiatives et les dynamiques des territoires.

Nous proposons donc la suppression de cette obligation.